

Répondre au défi de l'employabilité tout au long de la vie active

Publié le 24 novembre 2016

Les ruptures économiques, numériques, sociétales et environnementales mettent l'employabilité des salariés au cœur des défis des prochaines années, et leurs compétences deviennent un élément crucial de compétitivité. Pourtant le système éducatif français, qui continue de chuter dans les classements internationaux et engendre 100 000 décrocheurs par an, ne répond plus aux enjeux de l'avenir.

Dans un monde en mutation accélérée, il est fondamental de bâtir ensemble, entreprises et éducation nationale, des réformes structurelles qui doivent faciliter l'accès des jeunes au marché du travail, puis leur employabilité tout au long de sa vie professionnelle.

Pour le Medef, il y a urgence à transformer le système éducatif, ce doit être l'un des débats majeurs de l'élection présidentielle. Car les entreprises ne peuvent porter seules les difficultés d'intégration des jeunes dans la vie professionnelle et s'inquiètent de la possibilité de leurs futurs salariés à se former tout au long de leur vie s'ils ne maîtrisent pas le socle de connaissances fondamentales.

Une nouvelle ambition conduit notre action dans ce domaine : dans 10 ans, 100 % des élèves qui quittent le système scolaire doivent être citoyens et employables à la fin de leur scolarité et tout au long de leur vie professionnelle. Elle doit guider les réformes de structure indispensables à mener, de manière complémentaire par les entreprises et l'éducation nationale.

Le Medef propose 4 axes d'actions :

1. la maîtrise d'un socle de connaissances de base (lire, écrire, compter) qu'il faut renforcer par les fondamentaux numériques et l'apprentissage de l'anglais, par une plus grande autonomie de décision, d'organisation et d'innovation ;
2. la valorisation dès le collège de l'envie d'apprendre et de la capacité à agir, par l'autonomie et la liberté d'entreprendre dans la formation initiale (augmenter l'autonomie des établissements et des enseignants pour permettre de diversifier les pédagogies) ;
3. l'information-orientation sur les trajectoires et les parcours possibles, par la mise en place d'outils d'information fiables, évalués, opérationnels et territorialisés (élargir l'information disponible à la prospective emploi-formation) ;
4. une plus large implication des entreprises dans la voie professionnelle afin d'intégrer les mutations rapides des métiers, notamment par co-construction des formations avec les branches professionnelles et en libérant son financement.

Pour **Florence Poivey, présidente de la commission Education, formation et insertion du Medef** : « Dans un monde en mutation accélérée, il est fondamental de bâtir ensemble, entreprises et éducation nationale, des réformes structurelles qui doivent faciliter l'accès des jeunes au marché du travail, puis leur employabilité tout au long de sa vie professionnelle. Nos propositions sont marquées par l'ouverture au monde et par une plus grande

liberté donnée aux acteurs – écoles, enseignants, entreprises. Notre responsabilité est de donner à chaque jeune demain les moyens d’être « citoyen et employable », c’est-à-dire capable de comprendre le monde, de se former tout au long de la vie, de s’insérer dans la vie économique et de rebondir. »